

Le nucléaire est le mode principal de production d'électricité en France (75%). Ce choix vient de de Gaulle qui après 1945, a voulu se doter de l'arme nucléaire. Or pour fabriquer une bombe atomique, il faut du plutonium. Comme celui-ci est produit lors de la réaction nucléaire, pour en obtenir, il fallait lancer la construction de centrales nucléaires et faire croire que c'était pour la production de l'électricité dont on



à tous besoin. Le nucléaire civil est l'alibi présentable. Aujourd'hui, le prestige du nucléaire est mis à mal : le risque permanent de catastrophes, la contamination radioactive et le gouffre financier, les conditions de travail dégradées et maintenant le scandale d'une probable falsification des tests de sécurité de nombreuses pièces de l'EPR de Flamanville. Tous ces fléaux nous obligent à sortir rapidement du nucléaire.

EN MOINS DE 10 ANS, C'EST POSSIBLE !

Le NPA a élaboré un scénario pour sortir du nucléaire qui explique comment en finir avec le gaspillage et réduire la consommation électrique, préalable indispensable, qui prend en compte les besoins réels en électricité et le moyen de les satisfaire tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Des arguments qui lient les questions environnementales et les questions sociales, seule façon d'être antinucléaire.

Une production socialisée, Un vrai service public de l'énergie

Areva recherche comme ses concurrents une position de leader mondial sur l'ensemble de la filière nucléaire. Sa politique commerciale commande la politique énergétique du gouvernement. Bien sûr le coût titanesque du démantèlement et de la gestion des déchets sera payé par les usagers.

Le nucléaire est donc bien représentatif de la logique capitaliste, qui draine un maximum de profits pour les actionnaires, laissant durablement à la charge de la société toutes les conséquences sociales, économiques, environnementales et de santé.

EDF, même lorsqu'elle était publique à 100 %, s'est comportée comme une



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

parfaite entreprise capitaliste, réalisant des investissements hasardeux, en Amérique Latine par exemple. Les usagers ont dû assumer ses aventures financières : un vrai gâchis. Pour éponger ses dettes, EDF utilisé une partie des fonds destinés au démantèlement des centrales. La privatisation d'EDF et le maintien de la filière nucléaire offrent un des exemples les plus frappants de socialisation des pertes et de privatisation des bénéfices. La satisfaction des besoins en électricité n'est pas soluble dans le marché.

Le NPA propose un véritable monopole public de l'énergie, débarrassé de l'énergie nucléaire, géré par les salariés et les usagers, sans indemnités ni rachat, en commençant par une mise sous contrôle total d'Areva par ses salariés et ses usagers puisque cette entreprise d'État se

comporte comme une multinationale privée sans scrupule, soutenant par exemple la dictature au Niger pour rester concurrentielle (l'actuel président du Niger siège au CA d'Areva !).

Un tel monopole public devrait évoluer d'un mode de production hyper centralisé, vers un maillage énergétique sur tout le territoire permettant aux populations de contrôler et de décider. Un tel monopole public aurait aussi pour mission de centraliser l'évaluation des potentiels d'économies énergétiques et de mise en place d'énergies renouvelables.

Une coopération au niveau européen (vers un monopole public européen) doit par ailleurs permettre une mutualisation des productions d'éolien dans la Manche et au sud de la France, de géothermie dans le nord de l'Europe, de solaire dans le sud... afin d'assurer un approvisionnement constant.

Enfin, le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable, doit pouvoir être pris en charge par un monopole public.



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉDUIRE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE

PERTES EN LIGNES ET CONSOMMATION DES CENTRALES

Un arrêt des activités nucléaires économiserait au moins 20 TWh. Les seuls réacteurs consomment déjà 24 TWh. De plus, environ 32 TWh sont actuellement perdus en ligne. Ces pertes peuvent être largement réduites en dix ans par la baisse de la consommation, la modernisation de certains équipements (transfos) et surtout grâce au développement des renouvelables produites en local. Nous estimons sans prendre de risque qu'on pourrait ainsi économiser 1/4 des pertes soit au minimum 8 TWh. Total de ce poste : **28 TWh**.

CHAUFFAGE

En France, au moins 30 % des foyers sont équipés de chauffage électrique (contre 5 % seulement en Allemagne). Le chauffage électrique est une aberration : 1 w électrique consommé nécessite de « brûler » 3 w thermique dans une usine ! Il consomme plus de 60 TWh par an à lui seul.

Nous proposons donc l'interdiction de toute nouvelle installation de chauffage électrique, comme en Autriche ou au Danemark, et son remplacement dans 10 % des logements chaque année ce qui permettrait une économie de **40 TWh** minimum.

NORMES DES APPAREILS ÉLECTRIQUES

Réfrigérateurs, téléviseurs, veilles... Une étude de Greenpeace réalisée sur seulement quatre types d'appareils électro-



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

ménagers montre que **17 TWh** peuvent être économisés, en 10 ans. Appliquée à tous les types d'appareil, cette économie serait donc bien supérieure.

ÉCLAIRAGE PUBLIC ET DOMESTIQUE

Il faut obliger les entreprises et les collectivités à réduire leurs éclairages et équiper les foyers des particuliers de lampes basse consommation et d'appareils économes. Cela permettra une économie de **16 TWh** (sur les 45 TWh consommés). 8 TWh dans le tertiaire et le domestique et 8 TWh dans le non résidentiel et le public.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Nous proposons la suppression immédiate des panneaux de publicité lumineux, l'imposition de normes sur le froid industriel, la suppression progressive de la climatisation (sauf là où elle est nécessaire : hôpitaux,

maisons de retraite), l'amélioration de l'isolation des locaux anciens et la mise en place immédiate d'une réglementation thermique instaurant des bâtiments à énergie positive. Pour les grosses entreprises, une véritable politique de sobriété énergétique qui s'appuierait sur la socialisation de larges pans de l'économie, entraînerait la mise en chantier de moyens de production propres (micro-éoliennes, panneaux solaires sur les toits des grandes surfaces...). L'économie potentielle est d'au minimum **20 TWh** (sur les 120 TWh consommés).

TOTAL ÉCONOMIES : 121 TWH

Dans notre scénario, nous aurions pu prendre des chiffres plus ambitieux comme ceux de Négawatt (124 TWh dès 2020 hors suppression du chauffage électrique et 197 TWh dès 2030) ou de Global Chance (130 TWh dès 2020). Nous voulons simplement montrer que le potentiel d'économies d'électricité est important même avec une estimation basse.

DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'ÉOLIEN TERRESTRE

L'exemple allemand est éloquent : 4 665 MW installés en 2014. Nous proposons d'installer 4 200 MW par an (1 400 éoliennes de 3 MW par exemple) Ce qui donne sur 10 ans 42 000 MW soit une énergie produite annuelle de **75,6 TWh**. On considère ici un fonctionnement à minima de 1 800 heures/an, ce qui correspond à une implantation sur une grande partie du territoire.

L'ÉOLIEN OFF-SHORE

Les vents en mer, plus réguliers et plus puissants permettent à raison de 16 000 MW en dix ans, de produire **56 TWh** (pour 3 500 heures de fonctionnement par an). L'Allemagne a installé en 2014 plus de 1 700 MW d'éolien off-shore alors qu'elle dispose d'un littoral bien moins favorable que le nôtre.

LE MICRO HYDRAULIQUE

Les grandes installations (barrages) ne peuvent plus être développées sans mettre en péril les divers écosystèmes ainsi que

les modes de vie des populations. En revanche, l'implantation d'unités de production micro-hydrauliques (inférieures à 1 MW) est possible. Cela permettrait d'installer facilement et rapidement jusqu'à **9 TWh** selon divers rapports.

LE SOLAIRE

Le soleil produit 8 000 à 10 000 fois la consommation actuelle de l'humanité ! En capter une infime partie permettra demain de résoudre la majorité des problèmes énergétiques dans lesquels nous sommes englués. Les progrès réalisés ces dernières années sont considérables et ne cessent de s'accélérer. Dès aujourd'hui et à court terme, l'énergie solaire peut apporter une contribution majeure à nos besoins en électricité. En France, 100 km² environ sont bâtis par an. Si on impose que toute construction neuve dispose de panneaux photovoltaïques (ou de chauffe-eau solaires), et ce sur un cinquième des surfaces bâties pour des raisons pratiques (encombrement, accessibilité), on arrive à un total de **25,8 TWh** en prenant les pires rendements existants. De plus sur le bâti ancien en programmant 350 Mwc par an, on parvient à **3,4 TWh** en 10 ans.

LA GÉOTHERMIE

La Suisse qui possède un potentiel bien moins bon que la France prévoit de produire **4 TWh** dans les prochaines années avec cette énergie. Le potentiel est équivalent à celui de trois réacteurs nucléaires.

LA COGÉNÉRATION

Pour l'instant utilisée à minima dans l'industrie et les grands réseaux de chaleur, la cogénération, qui consiste à produire de la chaleur et en même temps de l'électricité, peut être largement développée. La production de chaleur et d'électricité peut être obtenue par des moteurs à gaz, (potentiel minimum de **12 TWh**), des turbines à gaz ou à vapeur, et des piles à combustible, ou à partir de bois ou de biogaz (potentiel minimum de **18 TWh**). Enfin, le remplacement des chaudières à gaz ou au fioul dans l'habitat par des installations de cogénération pourrait produire un minimum de **35 TWh**. Nous reprenons les chiffres et les considérants de l'étude menée par le réseau Sortir du Nucléaire, il y a 10 ans. Les chiffres retenus pourraient donc être revus à la hausse tant les techniques ont évolué depuis.

FAISONS LES COMPTES

Consommation électrique nationale annuelle selon RTE: **475 TWh** en 2015. Avec notre plan d'économies (121 TWh), **la consommation pourrait se réduire à** $(475 - 121 =)$ **354 TWh**. Actuellement **la production non nucléaire** nationale est de **129 TWh dont 95 TWh renouvelables** (59 en hydraulique + 21 en éolien + 7 en solaire + 8 en biomasse) et 34 TWh en thermique. Pour satisfaire la consommation d'électricité sans le nucléaire, **il nous faudrait donc trouver en production renouvelable** $(354 - 129 =)$ **225 TWh**.

C'est donc possible puisqu'avec notre scénario, nous avons trouvé 238,8 Twh.

**TOTAL ÉNERGIES
RENOUVELABLES +
COGÉNÉRATION : 238,8 TWH**

Et nous sommes loin d'avoir fait le tour de la diversité des renouvelables. Nous pourrions rajouter l'énergie de la mer : hydroliennes (10 TWh d'après EDF) énergie houlomotrice et marémotrice, le micro-éolien, la méthanisation... Notre scénario se traduirait par l'installation de 150 à 200 éoliennes par département et de panneaux solaires sur 3,2 % du bâti.

L'EMPLOI

Actuellement, la situation provoque une baisse du coût du travail, fait exploser la précarité et la sous-traitance.

La filière électronucléaire est aujourd'hui en grande difficulté.

Une des principales « variables d'ajustement » pour les nucléocrates est la diminution des effectifs. Un agent EDF sur deux partant à la retraite n'est pas remplacé. Dans les centrales, ce sont les personnes qui ont « démarré » le nucléaire qui partent. Les jeunes embauchés sont envoyés « au feu » avec très peu de formation. Les contrats précaires, l'intérim et la sous-traitance se développent massivement. 30 000 travailleurs extérieurs assurent aujourd'hui 80 % des activités de maintenance des centrales. Cela accentue encore davantage l'exploitation des travailleurs et leur mise en danger. Les moyens de contrôle et de protection sont insuffisants : prise de risques pour les mesures de radioactivité, stress permanent, concurrence entre les salariés. Notre scénario de sortie du nucléaire est favorable à l'emploi.

Tout d'abord, toutes les études convergent désormais pour démontrer qu'à investissement équivalent, on crée bien plus d'emplois durables dans le secteur des énergies renouvelables que dans le nucléaire.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

L'Allemagne a déjà créé près de 400 000 emplois.

De plus, contrairement au nucléaire, le renouvelable produit localement, entraîne naturellement un maillage territorial au niveau de l'emploi et facilite donc la redynamisation de toutes les régions.

Ensuite, il y a du travail pour plusieurs décennies dans le démantèlement des centrales qu'il faut arrêter. C'est à ce démantèlement et à la gestion des déchets que devra désormais être consacrée une bonne partie de l'énergie humaine. C'est un chantier gigantesque mais indispensable à la survie de l'humanité et qui va devoir occuper les travailleurs, du manoeuvre au scientifique, pour réparer les erreurs du passé et la folie capitaliste. Pour effectuer le démantèlement des

centrales dans de bonnes conditions, il faudra embaucher des travailleurs en CDI pour garantir une protection et une sécurité efficaces pour eux-mêmes et pour la population. Cela dans le cadre d'un véritable service public humain et sérieux, non soumis aux impératifs du marché.

De plus, le secteur des énergies renouvelables est créateur d'emplois.

Même si nous divisons par deux les chiffres d'Engie qui parle de 20 emplois/MW installé dans l'éolien, de l'ADEME et d'EPJA qui parlent de 30 emplois/MW pour le solaire et de 60 000 emplois dans la filière bois énergie cogénération, on obtient encore 160 000 créations d'emplois dans le solaire, 540 000 sans l'éolien, 20 000 dans le chauffage au bois et la cogénération.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE



POUR PRENDRE CONTACT

WWW.NPA2009.ORG

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom : Prénom :

Tél. : Mail :